

PHILIPPE MESNARD
YANNIS THANASSEKOS

ÉDITORIAL

VINGT ANS APRÈS : À L'EST, DU NOUVEAU

Le 9 novembre 1989 dans la nuit, le mur de Berlin « tombe », selon l'expression désormais consacrée signifiant que ce jour-ci les gardes-frontières n'auraient plus ordre de tirer sur quiconque essaierait de franchir la ligne de séparation entre Berlin-Est et l'enclave de Berlin-Ouest. Ligne qui, depuis 1961, symbolisait la rupture entre le Bloc sous contrôle soviétique et l'Europe de l'Ouest stratégiquement alliée des États-Unis. Un an plus tard, le 23 août 1990, un vote au parlement de la RDA entérine l'adhésion de celle-ci à la RFA et marque ainsi la réunification des deux Allemagnes devenue effective le 3 octobre. Ce que l'on appelle généralement *friedliche Revolution* (révolution pacifique), ou plus communément la *Wende* (le tournant). Événement qui a certes surpris, mais pas étonné, tant il est vrai que l'effondrement du bloc soviétique avait déjà commencé quelques années auparavant avec la *Glasnost* de Mikhaïl Gorbatchev.

Ce qui s'est constitué en événement à travers les médias reste désormais inscrit dans notre imaginaire culturel par quelques clichés photographiques comme un des grands symboles de la liberté. Ce passage à l'acte collectif n'est en effet pas une métaphore, il a réellement eu lieu aux niveaux géographique, politique et social. Vingt ans après, impossible de tirer en quelques lignes le bilan de cet acte mémorable. La démocratie libérale semblait en tout cas prendre sa revanche définitive sur le Léviathan stalinien. On célébra la victoire de la démocratie dont les principes allaient s'étendre sur l'est tout entier, jusqu'aux confins de l'immense Russie. Mais le triomphalisme fut de courte durée. L'effondrement et la dislocation de « l'Empire du mal » n'ont pas manqué de générer, ici des conflits guerriers, ethniques et nationaux, là des démocraties conservatrices, ailleurs encore des oligarchies du scrutin. Et, pour clôturer, à peine les séquelles de la guerre froide effacées, voilà qu'un nouveau spectre vient hanter la planète,

le spectre du terrorisme international des « États voyous ». D'un « Empire du mal » à l'autre, les cieux de la géopolitique se trouvent à nouveau assombris, situation qui alimente le sentiment d'insécurité partout, la militarisation des esprits ailleurs, l'accoutumance aux mesures « d'état d'exception » ici même, dans nos démocraties développées.

Ce tableau plutôt sombre mis à part, que fête-t-on avec les vingt ans de la chute du mur de Berlin ?

Vingt ans après, en novembre 2009, l'on sait que l'événement va déclencher, sans surprise, un déferlement médiatique dans le tourbillon duquel seront aspirés commémorations, débats politiques, prises de paroles, témoignages, films, documentaires, docudrama et téléfilms en série, colloques et tables rondes, éditions spéciales et dossiers thématiques.

Sur le plan mémoriel, il est vrai que la réunification de l'Allemagne a été un facteur décisif pour la mémoire publique des camps nazis et du génocide des Juifs ; sans elle les grands monuments des années 1990 et 2000 n'auraient jamais été érigés. Cette mémoire occupe maintenant, dans notre culture et pour un grand nombre, dans le paysage quotidien, une place qui ne risque plus d'être mise en cause. Elle s'est affirmée avec de véritables institutions pour piliers, cautionnées par les instances politiques et entérinées par des lois et des décrets, de la loi Gayssot en France aux récentes lois mémorielles bientôt probablement appliquées à tous les pays de l'Union européenne. Dans le même temps, l'institution de la mémoire du génocide des Juifs a déclenché les revendications en cascade des mémoires de groupes en souffrance de reconnaissance publique des crimes commis sur leurs aïeux. En écho à ce phénomène, s'en est suivie une succession de repentances et de pardons de la part des États ou du Vatican, là encore concernant initialement le génocide des Juifs et qui s'est peu à peu étendue aux fusillés de 1917, à l'esclavage, aux Harkis...

Contre-coup de ce mouvement, mais aussi de la radicalisation des formes de violences aveugles – notamment celle du terrorisme contre les civils –, la Résistance armée a subi une considérable dévalorisation et sa mémoire fut refoulée. Objet de déconstructions historiques, souvent anachroniques, cible aussi de tous ceux qui voyaient dans l'« accommodement », le refus des choix et le repli sur la vie privée, les comportements les mieux adaptés aux tumultes des années sombres, la Résistance a progressivement perdu sa valeur de référence, elle qui, pourtant, était une grande pourvoyeuse non seulement de légendes, mais aussi de repères dans le champ politique, en particulier, et dans le champ de l'action, en général. La tradition antifasciste, en mal de passeurs, semble elle-même promise à la déshérence. L'attention des chercheurs, des cinéastes, des politiques aussi

s'est portée vers les actes de la résistance passive, certes méritants, mais qui ne sauraient rivaliser avec la Résistance active, civile et armée.

Pourtant, cette reconfiguration générale entraîne d'autres conséquences qui, comme un cheval de Troie, demandent de reconsidérer la question de la victime et ce qu'elle peut accueillir sous l'influence des ultranationalismes qui se réaffirment avec véhémence dans les pays de l'Est. Là, effectivement, il y a du nouveau. Mais un « nouveau » qui fait revenir en arrière, aux années noires, aux uniformes des auxiliaires des hordes nazis qui semaient la terreur et la mort de masse. Parmi ceux-ci, il en est qui sont en passe de devenir des héros nationaux alors que de nouveaux groupes politiques d'extrême droite et de néo-nazis occupent maintenant des places confortables sur la scène politique. On apprend qu'en Ukraine, il est question, avec l'assentiment des instances politiques régionales ou du gouvernement de Vladimir Iouchtchenko, de reconnaître comme héros nationaux les criminels : Roman Choukhevitch, ayant dirigé un bataillon de la division SS Galicia et Stepan Bandera, extrémiste nationaliste initiateur chef de l'organisation des nationalistes ukrainiens (OUN[B]) et commandant de la division SS Roland. L'un comme l'autre coupables, comme il n'est pas besoin de le rappeler, de quantité de crimes.

Aux proliférations et aux concurrences des mémoires à l'Ouest viennent à présent s'ajouter les renversements et les réécritures mémoriels à l'Est : mémoire du communisme et du « socialisme réellement existant », mémoire complexe des victimes du stalinisme – les bourreaux apparaissant à leur tour victimes de la terreur stalinienne –, mémoire anticommuniste avec ses filiations ultranationalistes en pleine résurgence...

Certes, vingt ans après, le passé ne fait pas retour, mais rien à l'horizon ne semble répondre aux espoirs qu'avait fait naître la chute du mur de Berlin.

Vifs remerciements à Silvain Keuleers et à Sasha Lewis pour leur aide précieuse pour les relectures et les traductions.